

C'est pourquoi la coalition a décidé, le 16 janvier, avec raison, de recourir à la force, au lieu d'attendre plus longtemps en espérant que les forces iraqiennes quitteraient le Koweït. Je tiens à souligner que ce sont non pas les Américains qui ont fixé la date du recours éventuel à la force, mais bien les Nations Unies. L'action militaire entreprise le 16 janvier est non pas uniquement celle des Américains, mais celle d'une coalition de 29 États dont les forces contribuent aux opérations dans le Golfe.

Les membres de cette coalition sont : l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, Bahreïn, le Bangladesh, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Danemark, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grèce, l'Italie, le Koweït, le Maroc, le Niger, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, Oman, le Pakistan, les Pays-Bas, le Qatar, le Royaume-Uni, le Sénégal, la Syrie et la Tchécoslovaquie.

Le 16 janvier, le Canada n'était pas obligé d'agir et de recourir à la force de concert avec les 28 autres membres de la coalition multinationale. Nous avons le choix et aurions pu écouter M. Chrétien qui suggérerait, le 15 janvier que : «nos troupes doivent être rappelées, à moins que nous n'en décidions autrement». Nous aurions pu décider, comme le proposait M^{me} McLaughlin le 15 janvier, de ne pas appuyer «la résolution 678 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui enjoignait à l'Iraq de se retirer au plus tard le 15 janvier et autorisait le recours à la force après cette date».

Nous n'avons suivi aucune de ces suggestions, parce que nous savions qu'il ne suffit pas de désirer ardemment la suppression du mal pour qu'il disparaisse. Nous avons plutôt accepté que le Canada recoure à la force le 16 janvier aux côtés des 28 autres membres de la coalition, ce qui était un mal nécessaire. Nous croyons qu'il faut poursuivre cette guerre, et non pas conclure une trêve, comme certains le suggèrent.

Saddam Hussein continue de montrer son mépris pour les Nations Unies en occupant le Koweït. Il continue d'utiliser des armes terrifiantes contre Israël et d'autres pays. Il continue à faire preuve d'une brutalité révoltante en se servant de prisonniers de guerre comme boucliers humains et profiterait d'une trêve pour renforcer ses positions au Koweït. Les combats ne devront cesser que le jour où il s'engagera sans équivoque à se retirer totalement du Koweït.

Le 22 janvier, la Chambre des communes a appuyé par 217 voix contre 47 la position du Canada dans la guerre du Golfe. Cette décision a été prise après plus de 75 heures de débats